



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 AOUT 1902. *

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Nominations

Québec, 18 août 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 août 1902, de nommer MM. Alphonse Langlois, Théophile Roy et François Fradet, estimateurs de la municipalité de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal.

Québec, 18 août 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 18 août 1902, de nommer MM. Romuald Richardson, Emile Renaud et Jules Couture, estimateurs de la municipalité du village de Napierville, comté de Napierville, en vertu des dispositions de l'article 723 du code municipal.

2991

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd AUGUST, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Appointments

Quebec, 18th August, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 18th August, 1902, to appoint Messrs. Alphonse Langlois, Théophile Roy and François Fradet, valuers for the municipality of Saint Raphaël, in the county of Bellechasse, under the provisions of article 177 of the municipal code.

Quebec, 18th August, 1902.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 18th August, 1902, to appoint Messrs. Romuald Richardson, Emile Renaud and Jules Couture, valuers for the municipality of the village of Napierville, in the county of Napierville, under the provisions of article 723 of the municipal code.

2992

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTE.
Québec }
[L. S.] }

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commoité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TRENTIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIXIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2779

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront revoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.] }

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY FIRST day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of JULY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTIETH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2780

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7253.

Laverlochère.

Lot 62, du 3e rang, à Zéphirin Forget,
Lot 63, du 3e rang, à Eugène Vallée.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 18 août 1902. 2993

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, conces-
sion, location, permis d'occupation des lots de terre
dont suit une liste seront révoqués en tout emps
après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'av
qui sera fait conformément à l'article 1287 des Sta-
tuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Dalmas.

6e rang.

Lots 16 et 17, à Phydime Lamontagne.
Lots 18 et 19, à Jos. Lamontagne.
Lot 22, à Achille Lamontagne.

Canton Hope.

5e rang.

Lot 54, à Alfred LeBrasseur.
Lot 55, à Jacqu s Lamy et P. V. Lemieux.

6e rang.

$\frac{1}{2}$ O. de $\frac{1}{2}$ E., du lot 51, à Ph. Anglehart.
 $\frac{1}{4}$ E. du lot 51, à Jos. Anglehart.
 $\frac{1}{4}$ O. du lot 51, à Salomon Castilloux.
Lot 52, à Ed. Anglehart.
Lot 53, à Théoph. Chapados.
Lot 54, à Ls. Chapados, fils.

Canton Standon.

Lot 10, du 8e rang, à Frs. Morin.

Canton Bellechasse.

Lot 18, du 5e rang, à R. Gauthier.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 23 août 1902. 3021

DEPARTEMENT DU SECRETAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 29 juillet 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête
a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gou-
verneur de la province de Québec, par Henry
Desjardins, écuyer, notaire public, demeurant et
pratiquant à Hull, comté et district d'Ottawa,
par laquelle il demande la transmission, en sa
faveur, des minutes, répertoire et index de feu
Paul Thomas Desjardins, en son vivant notaire
public, de Hull, comté et district d'Ottawa, en
vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,

2797-4 Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

63.—Toute demande de bills privés, qui sont
proprement du ressort de la Législature de la
Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte
de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause
53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de
fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télé-
graphique ; soit pour la construction ou l'amélioration
d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou
autres travaux semblables : soit pour l'octroi d'un
droit de traverse. la construction d'usines ou travaux
pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de
professions, métiers ou de compagnies a fonds social ;

Adj. 7253.

Laverlochère.

Lot 62, in 3rd range, to Zéphirin Forget.
Lot 63, in 3rd range, to Eugène Vallée.

E. E. TACHE,
Deputy ministre.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 18th August, 1902. 2994

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location,
permit of occupation of the undermentioned lots of
land will be cancelled at any time after the thirtieth
day following the posting of the notice in
conformity with article 1287 of the Revised Sta-
tutes of Quebec, viz :

Township Dalmas.

6th range.

Lots 16 and 17, to Phydime Lamontagne.
Lots 18 and 19, to Jos. Lamontagne.
Lot 22, to Achille Lamontagne.

Township Hopr.

5th range.

Lot 54, to Alf. LeBrasseur.
Lot 55, to Jacques Lamy and P. V. Lemieux.

6th range.

W. $\frac{1}{2}$ of E. $\frac{1}{2}$, lot 51, to Ph. Anglehart.
E. $\frac{1}{4}$ of lot 51, to Jos. Anglehart.
W. $\frac{1}{2}$ of lot 51, to Salomon Castilloux.
Lot 52, to Ed. Anglehart.
Lot 53, to Théoph. Chapados.
Lot 54, to Ls. Chapados, son.

Township Standon.

Lot 10, of 8th range, to Frs. Morin.

Township Bellechasse.

Lot 18, of 5th range, to R. Gauthier.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 23rd August, 1902. 3022

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 29th July, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been
presented to His Honor the Lieutenant Governor,
by Henry Desjardins, esquire, notary public, re-
siding and practising at Hull, county of Ottawa,
by which he prays for the transfer, in his favor,
of the minutes, repertory and index of the late
Paul Thomas Desjardins, in his lifetime notary
public, of Hull, county and district of Ottawa,
in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,

2798 Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

63.—All application for private bills, proper
with in the range of the powers of the Legislature
the Province of Québec, according to the provision
of the act of British North America, 1867, clause
53, whether for the construction of a bridge, a railway,
a turnpike road or telegraph line, the construction
or improvement of a harbour, canal, lock, dam or
slide, or other like works the granting of a right
of ferry ; the construction of works for supplying
gas or water the incorporation of an particular
profession or trade, or of any joint stock company
the incorporation of a city, town, village, or other

Incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des membres en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ou-

municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a newspaper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mention also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the

ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1737

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1738

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de sa session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2777 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2778 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Adélaïde Davidson a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Hermas Corbeil, commerçant, tous deux de la ville de Saint-Louis, district de Montréal.

J. L. CHALIFOUX,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 18 août 1902. 2985

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1757.

Dame Rebecca Roy, épouse de Joseph Brouillette, entrepreneur, de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

OSCAR SENECAI,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 19 août 1902. 3001

Canada }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Gaspé. }
No 877.

Dame Rachel Doiron, de Saint-Alexis de Métopédia, épouse de Joseph Poirier, ancien marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, en vertu d'une ordonnance judiciaire,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Poirier, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause, le 9 juillet 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Procureurs de la demanderesse.

New-Carlisle, 22 juillet 1902. 2715.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2455.

Dame Marie Antoinette Proulx, de la ville Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph D. de Lamirande du même lieu,

vs.

Le dit Joseph D. de Lamirande, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 mai 1902. 2905.3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Adélaïde Davidson has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Hermas Corbeil, trader, both of the town of Saint Louis, district of Montreal.

J. L. CHALIFOUX,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 18th August, 1902. 2996

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1757.

Dame Rebecca Roy, wife of Joseph Brouillette, contractor, of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

OSCAR SENECAI,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th August, 1902. 3002

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Gaspé. }
No. 877.

Dame Rachel Doiron, of Saint Alexis of Metopédia, wife of Joseph Poirier, heretofore merchant, of the same place, duly authorized to sue, in virtue of a judicial order,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Poirier, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 9th of July, 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Attorneys for plaintiff.

New Carlisle, 22nd July, 1902. 2716

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2455.

Dame Marie Antoinette Proulx, of the town of Saint Louis, in the district of Montreal, wife common as to property of Joseph D. de Lamirande, of the same place,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph D. de Lamirande, Defendant.
The plaintiff has, this day, sued her husband for separation of property.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th May, 1902. 2906

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 Dame Sarah Turgeon, de Saint-Henri de Mas-
 couche, district de Joliette, épouse commune en
 biens de George Bourque, entrepreneur ferblan-
 tier, du même lieu, dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit George Bourque, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le 3 mai 1902.

BISAILLON & BROSSARD,
 Avocats de la demanderesse.
 Joliette, 11 août 1902. 2915-2

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No. 4388.

Dame Joséphine Beaulac, modiste, de la cité de
 Sorel, dans le district de Richelieu, épouse
 d'Eusèbe Chicoine, ci-devant cultivateur, et ac-
 tuellement menuisier et entrepreneur en bâti-
 ments, de la dite cité de Sorel, dûment autori-
 sée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Eusèbe Chicoine, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le deuxième jour de juillet
 1902.

A. P. VANASSE,
 Avocat et procureur de la demanderesse.
 Sorel, 2 juillet 1902. 2945-2

Province de Québec, }
 District de Montréal } *Cour Supérieure.*
 No 70

Dame Lucrèce Létourneau, de la ville de
 Saint-Louis, a, ce jour, institué une action en
 séparation de biens contre son mari, Emilien
 Barbeau, hôtelier, du même lieu.

PELLETIER & LETOURNEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 5 août 1902. 2883-3

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 636.

Dame Eugénie Pelletier, du canton de Brompton,
 dans le district de Saint-François, épouse
 de Théodore Chevallier, cultivateur, du même
 lieu, autorisée judiciairement à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Théodore Chevallier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le douzième jour de juillet
 1902.

CAMPBELL & McCABE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 12 juillet 1902. 2879-3

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 No 884.

Dame Louise Pilote, de Saint-Cyriac, épouse de
 Théotime Tremblay, cultivateur, du même lieu,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Théotime Tremblay, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été insti-
 tuée en cette cause, le 5 août 1902.

ELZEAR LEVESQUE,
 Procureur de la demanderesse.
 Chicoutimi, 5 août 1902. 2895-3

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 Dame Sarah Turgeon, of Saint Henri de Mas-
 couche, district of Joliette, wife "commune en
 biens" of George Bourque, tinsmith undertaker,
 of the same place, duly authorized to "ester en
 justice," Plaintiff ;

vs.

The said George Bourque, Defendant.
 An action for separation as to property has
 been instituted in this cause, on the 3rd of May,
 1902.

BISAILLON & BROSSARD,
 Attorneys for Plaintiff.
 Joliette, 11th August, 1902. 2916

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No 4388.

Dame Joséphine Beaulac, milliner, of the city of
 Sorel, in the district of Richelieu, wife of Eu-
 sèbe Chicoine, heretofore farmer, and now car-
 penter and house-builder, of the said city of
 Sorel, duly authorized to "ester en justice,"
 Plaintiff ;

vs.

The said Eusèbe Chicoine, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause, on the second day of
 July, 1902.

A. P. VANASSE,
 Advocate and attorney for plaintiff.
 Sorel, 2nd July, 1902. 2946

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 70.

Dame Lucrèce Létourneau, of the town of
 Saint Louis, has, this day, instituted an action
 in separation as to property against her husband,
 Emilien Barbeau, hotel keeper, of the same place.

PELLETIER & LETOURNEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 5th August, 1902. 2884

Province of Quebec, }
 District of Saint-François. } *Superior Court.*
 No. 636.

Dame Eugénie Pelletier, of the township of
 Brompton, in the district of Saint-François, wife
 of Théodore Chevallier, farmer, of the same
 place, judicially authorized to "ester en jus-
 tice," Plaintiff ;

vs.

The said Théodore Chevallier, Defendant.
 An action for separation as to property has
 been instituted in this cause, on the twelfth day
 of July, 1902.

CAMPBELL & McCABE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 12th July, 1902. 2880

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 No. 884.

Dame Louise Pilote, of Saint-Cyriac, wife of
 Théotime Tremblay, of the same place, farmer,
 duly authorized to "ester en justice,"
 Plaintiff ;

vs.

The said Théotime Tremblay, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause, on the fifth day of August
 1902.

ELZEAR LEVESQUE,
 Attorney for plaintiff.
 Chicoutimi, 5th August, 1902. 2896

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 883

Dame Cordélia Laporte, de la ville de Maisonneuve, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Odilon Gauthier, cordonnier, du même lieu.

A. ZENON MORIN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 25 juillet 1902. 2817-4

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6974.

Dame Hermine Smith, de la paroisse de Saint-Armand ouest, dans le district de Bedford, épouse de Alfred Thérien, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Thérien, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuvième jour de juillet 1902.

GABRIEL MARCHAND,
Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 22 juillet 1902. 2813-4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 115.

Dame Eméline Bergeron, de la paroisse de Sainte-Anne du Sault, épouse de Joseph Bergeron, commerçant, du même lieu,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Bergeron, de Sainte-Anne du Sault, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

CREPEAU & CREPEAU,
Procureurs de la demanderesse.

30 juillet 1902. 2809-4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4393.

Dame Délia Chaput, de la ville de Berthier, district de Joliette, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Elie Guilmette, ouvrier menuisier, du même lieu.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 24 juillet 1902. 2773-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1668.

Dame Marie Robert, épouse commune en biens de Alexandre Brosseau, contracteur, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

EMARD & TACHEREAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 25 juillet 1902. 2723-5

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Clara Corbin, de Grand'Mère, épouse de Georges Belleville, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs.

Le dit Georges Belleville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

LS. J. BLONDIN,
Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 1er août 1902. 2839-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 883.

Dame Cordélia Laporte, of the town of Maisonneuve, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Odilon Gauthier, of the same place, shoemaker.

A. ZENON MORIN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 25th July, 1902. 2818

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6974.

Dame Hermine Smith, of the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford, wife of Alfred Thérien, hotel keeper, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Thérien, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the nineteenth day of July, 1902.

GABRIEL MARCHAND,
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 22nd July, 1902. 2814

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 115.

Dame Eméline Bergeron, of the parish of Sainte Anne du Sault, wife of Joseph Bergeron, trader, of the same place,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Bergeron, of Sainte Anne du Sault, Defendant.

An action in "séparation de biens" has been, this day, instituted in this cause.

CREPEAU & CREPEAU,
Attorneys for plaintiff.

30th July, 1902. 2810

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4393.

Dame Délia Chaput, of the town of Berthier, district of Joliette, has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Elie Guilmette, joiner, of the same place.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 24th July, 1902. 2774

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1668.

Dame Marie Robert, wife common as to property of Alexandre Brosseau, contractor, of the city and district of Montreal, has, this day, sued her said husband for separation as to property.

EMARD & TACHEREAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th July, 1902. 2724

Province of Quebec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*

Dame Clara Corbin, of Grand'Mère, wife of Georges Belleville, hotel-keeper, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Georges Belleville, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, in this case.

LS. J. BLONDIN,
Attorney for plaintiff.

Grand'Mère, 1st August, 1902. 2840

Dame Onésime Loïselle, de Saint-Mathias, district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse ;

vs.

Amédée Gingras, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, poursuivi en séparation de biens le défendeur, son mari, devant la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe, sous le No 71.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 3 juillet 1902. 2771.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1666.

Dame Clémentine Archambault, épouse de Arthur Beaudry, hôtelier, de Longueuil, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Beaudry, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de juillet 1902.

F. P. TREMBLAY,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 26 juillet 1902. 2775.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.

Dame Edourdiana Richard, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse de Denis Chenevert, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Denis Chenevert, Défendeur ;

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de juillet 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 12 juillet 1902. 2693.5

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.

Dame Virginie Pagé, épouse de Joseph Hercule Létourneau, de la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Hercule Létourneau, de la ville de Grand'Mère, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuf juillet mil neuf cent deux.

LS. J. BLONDIN,
Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 19 juillet 1902. 2731.5

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 4397.

Dame Eméline Thibault, de la paroisse de Saint-Barthélemy, district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Dieudonné Brulé, cultivateur, du même lieu.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 4 août 1902. 2887-3

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie de chemin de fer de Châteauguay et Nord sera tenue aux bureaux de la compagnie, 185, rue Saint-Jacques, Montréal, mercredi, le 17e jour de septembre prochain 1902, à une heure de l'après-midi, pour l'élection des directeurs et pour la transaction d'autres affaires de la compagnie.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.

Montréal, 16 août 1902. 3003

Dame Onésime Loïselle, of Saint-Mathias, district of Saint-Hyacinth, Plaintiff ;

vs.

Amédée Gingras, farmer, of the same place, Defendant.

The plaintiff has, this day, taken against the defendant, her husband, an action in separation of property, before the superior court, at Saint Hyacinth, under No. 71.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 3rd July, 1902. 2772

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1666.

Dame Clémentine Archambault, wife of Arthur Beaudry, hotel-keeper, of Longueuil, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Beaudry, Defendant.

A suit for separation of property has been instituted in this case, the 23rd of July, 1902.

F. P. TREMBLAY,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th July, 1902. 2776

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.

Dame Edouardiana Richard, of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, wife of Denis Chenevert, of the same place, farmer, judicially authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs.

The said Denis Chenevert, Defendant ;

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twelfth day of July, 1902.

CAMPBELL & McCABE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 12th July, 1902. 2694

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.

Virginie Pagé, wife of Joseph Hercule Letourneau, of the town of Grand'Mere, district of Three Rivers, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Hercule Letourneau, of the town of Grand'Mere, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case, the 19th July one thousand nine hundred and two.

LS. J. BLONDIN,
Attorney for the plaintiff.

Grand'Mere, 19th July, 1902. 2732

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court.
No. 4397.

Dame Eméline Thibault, of the parish of Saint-Barthélemy, in the district of Joliette, duly authorized to "ester en justice," has, this day, instituted an action for separation of bed and board against her husband, Dieudonné Brulé, of the same place, farmer.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 4th August, 1902. 2888

The annual general meeting of the shareholders of the Chateauguay and Northern Railway Company will be held at the offices of the company, 185, Saint James street, Montreal, at one o'clock in the afternoon, on Wednesday, the 17th day of September next, 1902, for the election of the directors and the transaction of other business of the company.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.

Montreal, 16th August, 1902. 3004

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ou telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera : "The National Security and Investment Company, Ltd".

2° L'objet de la compagnie est de posséder, acquérir, transiger sur, acheter, vendre, aliéner des biens meubles, créances, stocks, débetures et autres effets de commerce.

3° Le principal siège d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4° Le capital est de \$25,000.00.

5° Le nombre de parts sera de 2,500, chacune valant \$10.00.

6° Les noms au long, adresse et profession de chacun des requérants sont les suivants : Louis Edmour Poliquin, courtier, de Montréal ; Joseph Eugène M. Godin, courtier, Montréal ; François Gauthier, gérant de la Cie d'assurance contre le feu l'Equitable, Montréal ; Joseph Octave Poliquin, secrétaire-trésorier de la Sincennes & McNaughton line, Montréal ; Joseph Godin, manufacturier, Côte Saint-Paul, lesquels seront les premiers directeurs de la compagnie ou directeurs provisoires.

JOS. H. LORANGER,

Procureur des requérants.

Montréal, 18 août 1902.

3019

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Duplessis Shoe Machinery Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

Le commerce en général de mécanicien et de fondeur, la construction, l'exploitation, la vente et disposition sous quelque forme que ce soit de toutes machines, servant à la confection des chaussures, et de toutes autres machines et outillages quelconques ; l'achat ; l'exploitation et la vente de tous brevets d'inventions et de tous terrains, constructions, manufactures et outillages quelconques, jugés nécessaires ou avantageux à la poursuite des affaires de la compagnie ;

Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe, comté et district de Saint-Hyacinthe ;

Le fonds social de la compagnie sera de un million de piastres, divisé en dix mille actions de cent piastres chacune ;

Les noms au long des requérants sont :

Charles Arthur Hamel, mécanicien ; Arthur Émile Marchildon, agent voyageur ; Pierre Augustin Labadie, banquier ; Charles Agapit Beaudry, prêtre ; Joseph Chartier, marchand ; Terrier Chartier, comptable ; Joseph Cyprien Desautels, notaire ; James Chaffers, prêtre, tous de la cité de Saint-Hyacinthe ; Joseph Urgel Charbonneau, prêtre, de Saint-Hilaire ; Joseph Émile Dumesnil, notaire, Côteau Landing ; lesquels seront les premiers directeurs de cette compagnie.

JOS. C. DESAUTELS, Notaire,

Procureur des requérants.

Saint-Hyacinthe, 7 août 1902.

2907-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Public notice is hereby given that, one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, a petition will be presented to the Lieutenant Governor in Council, under the provisions of the Joint Stock Companies Act of the province of Quebec for an act of incorporation by patent letters, constituting the applicants and all other persons who may become shareholders of the proposed company in a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The proposed name of the company is The National Security and Investment Company.

2. The object of the company is to own, acquire, deal in, buy, sell and alienate, moveable property credits, stocks, debentures and other articles of commerce.

3. The principal place of business of the company shall be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The capital is \$25,000.00.

5. The number of shares shall be 2,500, each worth \$10.00.

6. The full names, residence and calling of each of the petitioners are the following : Louis Edmour Poliquin, broker, of Montreal ; Joseph Eugène M. Godin, broker, of Montreal ; François Gauthier, of Montreal, manager of the Equitable Fire Assurance company ; Joseph Octave Poliquin, of Montreal, secretary treasurer of the Sincennes and McNaughton Line ; Joseph Godin, of Cote Saint Paul, manufacturer, who shall be the first directors of the company or provisional directors.

JOS. H. LORANGER,

Attorney for petitioners

Montreal, 18th August, 1902.

3020

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, under the "Joint Stock Companies Act," for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "The Duplessis Shoe Machinery Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

The general business of a machinist and founder, the construction, working, sale and disposed in every form of all machines, to be used in the manufacture of foot-gear and of all other machines and tools of any kind ; the purchase, working and sale of all patents of inventions, and of all lands, buildings, manufactories and tools whatsoever, considered necessary or advantageous in carrying on the affairs of the company.

The principal place of business of the company shall be in the city of Saint Hyacinth, in the county and district of Saint Hyacinth.

The capital stock of the company shall be one million of dollars, divided into ten thousand shares of one hundred dollars each.

The complete names of the petitioners are :

Charles Arthur Hamel, machinist ; Arthur Émile Marchildon, travelling agent ; Pierre Augustin Labadie, banker ; Charles Agapit Beaudry, priest ; Joseph Chartier, merchant ; Terrier Chartier, accountant ; Joseph Cyprien Desautels, notary ; James Chaffers, priest, all of the city of Saint Hyacinth ; Joseph Urgel Charbonneau, priest, of Saint Hilaire ; Joseph Émile Dumesnil, notary, Côteau Landing, who shall be the first directors of the said company.

JOS. C. DESAUTELS, Notary,

Attorney for applicants.

Saint Hyacinth, 7th August, 1902.

2908

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom social de la dite compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., à responsabilité limitée".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce d'imprimerie et de librairie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

5° Le nombre des actions sera de deux cents (200) et le montant de chaque action sera de vingt-cinq dollars (\$25.00).

6° Les noms, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Georges F. Brissette, mécanicien ; Ernest Pineault, imprimeur ; Henriette Gareau, imprimeur ; Pierre Gauthier, mécanicien, et Napoléon Caty, imprimeur, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

7° Les cinq requérants ci-haut nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Procureurs des requérants.
Montréal, 15 juillet 1902. 2611.6

Avis est donné que, dans le délai légal, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour incorporer par lettres patentes, sous l'acte des compagnies à fonds social, les requérants et ceux qui deviendront actionnaires par la suite. Le nom de la compagnie sera : "La Compagnie Déry & Fils"; son but : cultiver, acheter et vendre des arbres, des plantes et des graines, faire le commerce de pépiniériste dans toutes ses branches et avoir des agences à cet effet ; son bureau principal sera à Montréal ; son capital sera de \$3,000, divisé en 60 actions de \$50. Les requérants sont : Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry, George Déry, négociants, John Leboutillier, agent d'assurance, et Auguste Léonce Rinfret, avocat, de Montréal ; les directeurs provisoires seront les dits Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry et Auguste Léonce Rinfret, sujets britanniques.

A. L. RINFRET,
Avocat des requérants.
Montréal, 30 juillet 1902. 2815-4

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social," incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Fenwick-Larocque Company, Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer et vendre des vins canadiens, des vins importés en Canada et de faire en général toutes affaires à commission.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., (limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are : to do a general business in printing and stationery.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The number of shares will be two hundred (200) and the amount of each share will be twenty five dollars (\$25.00).

6. The names, residence and calling of each of the petitioners are as follows : George F. Brissette, machinist ; Ernest Pineault, printer ; Henriette Gareau, printer ; Pierre Gauthier, machinist, and Napoléon Caty, printer, all of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

7° The five above mentioned applicants will be the first directors of the company.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Attorneys for applicants.
Montreal, 15th July, 1902. 2612

Notice is given that, within the legal delay, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, to incorporate by letters patent, under the Joint Stock Companies Act, the applicants and such other persons as may become shareholders. The name of the company shall be : "The Déry & Son Company"; its purposes : to grow, purchase and sell trees, plants and seeds, to conduct a general nursery business in all its branches and have agencies to that effect ; the head office will be in Montreal ; the capital stock will be of \$3,000, divided in 60 shares of \$50. The applicants are : Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry, George Déry, all traders, John Leboutillier, insurance agent, and Auguste Léonce Rinfret, advocate, all of Montreal ; the provisional directors will be the said Raoul Charles Déry, Hector Louis Déry and Auguste Léonce Rinfret, british subjects.

A. L. RINFRET,
Attorney for applicants.
Montreal, 30th July, 1902. 2816

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette," application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Fenwick-Larocque Company, Limited."

2. The purposes for which the incorporation is sought are : to manufacture and sell canadian wines, imported wines into Canada and to carry on a general commission business.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de \$10,000.00.

5o Le nombre d'actions sera de mille et le montant de chaque action sera de \$10.00.

6o Les noms au long, résidence et profession de chaque requérant sont comme suit : Rocquebrune Paul Larocque, marchand ; Adrien Eugène Neveu, marchand ; Elphège Belair, marchand ; Eugène Buisson, comptable ; Joseph Amédée Derome, marchand, tous de la cité de Montréal.

7o Les dits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 12 août 1902. 2943-2

3. The chief place of business of the said company shall be in the city of Montreal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be \$10,000.00.

5. The number of shares is to be one thousand and the amount of each share to be \$10.00.

6. The names in full, address and calling of each applicant are as follows : Rocquebrune Paul Larocque, merchant ; Adrien Eugène Neveu, merchant ; Elphège Belair, merchant ; Eugène Buisson, accountant ; Joseph Amédée Derome, merchant, all of the city of Montreal.

7. The said applicants will be the first or provisional directors of the said company, and they are all subjects of His Majesty.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Attorneys for applicants.
Montreal, 12th August, 1902. 2944

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Luc Ducharme, de Notre-Dame du Mont-Carmel, Insolvable.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 10 septembre 1902, date après laquelle les dividendes seront payables à mon bureau, No 46, rue des Forges, Trois Rivières.

T. BOURNIVAL,
Curateur.
Trois-Rivières, 18 août 1902. 3005

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de William A. Giguère, Failli.
Nous, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, avons été dûment nommé curateur aux biens du dit failli par l'honorable juge Pagneulo, en date du 15 août 1902.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations (s'ils ne l'ont déjà fait), à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F.-X. BILODEAU,
Curateur.

Bureau de Bilodeau & Chalifour,
15, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 15 août 1902. 2985

Province de Québec, }
District de Kamouraska. }
Avis est par le présent donné que David St. Pierre, marchand, de la ville de Fraserville, a, le treize août courant, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au greffe de la cour supérieure du district de Kamouraska.

M. DESCHENES,
Gardien provisoire.
2987

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Au Grand Bazar, de Québec, marchands, Faillis.
Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 9e jour de septembre 1902.

Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.
LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Québec, 20 août 1902. 3009

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Luc Ducharme, of Notre Dame du Mont Carmel, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and open to objection until the 10th of September, 1902, after which date the dividends will be payable at my office, No. 46, des Forges street, Three Rivers.

T. BOURNIVAL,
Curator.
Three Rivers, 18th August, 1902. 3006

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of William A. Giguère, Insolvent.

We, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Pagneulo, on the 15th of August, 1902.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, (if they have not already done so), No. 15, Saint-James street, within thirty days from date of present notice.

F.-X. BILODEAU,
Curator.
Office of Bilodeau & Chalifour,
15, Saint James street, Montreal.
Montreal, 15th August, 1902. 2986

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. }
Notice is hereby given that David St. Pierre, of the town of Fraserville, merchant, did, on the thirteenth of August instant, make an assignment of his estate for the benefit of his creditors, at the prothonotary office of the superior court for the district of Kamouraska.

M. DESCHENES,
Provisional guardian.
2988

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of "Au Grand Bazar," of Quebec, merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 9th day of September, 1902.

Any contestation to the said dividend sheet must be filed before the said date.
LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Quebec, 20th August, 1902. 3010

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour supérieure.*
No 3357.

Dans l'affaire de Alphonse Lapierre, marchand épicier, de la ville de Joliette, Failli.
Avis est donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 15 août 1902, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. F. DUGAS,
Curateur.

No 46, rue Monseau, Joliette.
Joliette, 16 août 1902. 2907

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 5.

In re Dame Céline Lanier, Narcisse Davignon, son époux, et Ambroise Côté, marchands, de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, faisant affaires en la dite paroisse, sous le nom de A. Côté & Cie, Faillis.

Avis est donné que le 18ième jour d'août 1902, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens des dits A. Côté & Cie, qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.

No 67, rue Richelieu, Saint-Jean, P. Q.
Saint-Jean, 19 août 1902. 3017

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Bédard & Chouinard, de Québec, marchands, Faillis.

Avis est par le présent donné que Ephrem Chouinard, de Québec, marchand, un des associés de la société Bédard & Chouinard a, le 19e jour d'août 1902, fait cession de biens de la dite société entre les mains du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
3007 Gardiens provisoires.

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Albini Cloutier, marchand, de Saint-Fabien, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 septembre 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 août 1902. 3023

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Azarias D. M. Bertrand, de Saint-Raymond, marchand, a, le 13 août 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 août 1902. 3025

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3357.

In the matter of Alphonse Lapierre, of the town of Joliette, merchant grocer, Insolvent.
Notice is hereby given that under a judgment of the court, dated the 15th of August, 1902, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

All claims, attested under oath, should be deposited in my hands within thirty days of the present notice.

J. F. DUGAS,
Curator.

No. 46, Monseau street, Joliette.
Joliette, 16th August, 1902. 2898

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 5.

In re Dame Céline Lanier, Narcisse Davignon, her husband, and Ambroise Côté, merchants, of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, doing business in said parish, under the name of A. Côté & Co. Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 18th day of August, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said A. Côté & Co., who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.

No. 67, Richelieu street, Saint Johns, P. Q.
Saint Johns, 19th August, 1902. 3018

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Bédard & Chouinard, of Québec, merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that Ephrem Chouinard, of Québec, merchant, one of the partners in the co-partnership of Bédard & Chouinard, has, on the 19th day of August, 1902, made an abandonment of the property of the said co-partnership at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
3008 Provisional guardians.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

In the matter of Albini Cloutier, merchant, of Saint Fabien, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th September, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Québec, 21st August, 1902. 3024

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Azarias D. M. Bertrand, of Saint Raymond, merchant, has, on the 13th of August, 1902, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 21st August, 1902. 4026

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1141.

Le vingt-neuvième jour de juillet mil neuf cent deux.

Présent : L'honorable juge L. B. Caron.
Joseph Arthur Pouliot et Eugène Gervais, tous deux de Québec, peintres, et y faisant affaires ensemble en société comme peintres, sous la raison sociale de "Pouliot & Gervais,"
Demandeurs ;

vs.

Délina Ferland, épouse séparée de biens de Paul Simard, tailleur, et ce dernier mis en cause pour assister sa dite épouse, et Joseph Ferland, tous de Québec,
Défendeurs.

La cour, vu l'allégation d'insolvabilité de la défenderesse, Délina Ferland, et la somme d'argent déposée en cour par l'huissier, Edgar Poitras, ordonne aux créanciers de produire en cette cause leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre, suivant la loi, avec dépens, tel que demandé.

Vraie copie,
(Signé), ALPH. BOISSONNEAULT,
Dép. P., C.S.

Vraie copie,
J. A. ROCHEPTE,
Procureur des demandeurs. 2051-2

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } EDOUARD BUSQUE,
No 3405. } Demandeur ; contre HUBERT TOULOUSE, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, en le rang Saint-Jean A, contenant cinq arpents de front sur neuf arpents de profondeur ; bornée en front par le chemin public, en arrière au bout de la profondeur du dit rang, au sud-ouest par Edmond Caron, et au nord-est par Michel Toulouse—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, étant le lot numéroté cent soixante-treize (173), suivant le cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Georges.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 juillet 1902.
2783-2

[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } GEORGE THIBODEAU,
No 3401. } Demandeur ; contre MICHEL TOULOUSE, Défendeur, savoir :

Une terre située en la concession Saint-Jean, de la paroisse de Saint-Georges, étant particulièrement décrite sous les lots numéros cent soixante et onze et cent soixante et douze (171 et 172), suivant les

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1741.

The twenty ninth day of July, one thousand nine hundred and two.

Present : The Honorable judge L. B. Caron.
Joseph Arthur Pouliot and Eugène Gervais, both of Quebec, painters, and there doing business together in partnership as painters, under the name and style of "Pouliot & Gervais,"
Plaintiffs ;

vs.

Délina Ferland, wife separated as to property of Paul Simard, tailor, and this latter " m's en cause " to assist his said wife, and Joseph Ferland, all of Quebec,
Defendants.

The court, seeing the allegation of the insolvency of the defendant, Délina Ferland, and the sum of money deposited in court by the bailiff, Edgar Poitras, doth order the creditors to produce their claims in this cause, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, according to law, with costs, as prayed for.

True copy,
(Signed), ALPH. BOISSONNEAULT,
Dep. P., S.C.

True copy,
J. A. ROCHEPTE,
Attorney for plaintiffs. 2052

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } EDOUARD BUSQUE, Plaintiff ;
No. 3405. } against HUBERT TOULOUSE, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Georges, in the range Saint Jean A, containing five arpents in front by nine arpents in depth ; bounded in front by the public road, in rear by the end of the depth of the said range, on the south west by Edmond Caron, and on the north east by Michel Toulouse—with buildings thereon erected and dependencies, being lot number one hundred and seventy three (173), on the official cadastre of the said parish of Saint Georges.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 28th July, 1902.
2784

[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } GEORGE THIBODEAU,
No. 3401. } Plaintiff ; against MICHEL TOULOUSE, Defendant, to wit :

A land situate in the concession Saint Jean, of the parish of Saint Georges, being particularly described as lots numbers one hundred and seventy one and one hundred and seventy two (171 and 172),

plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Georges, contenant en superficie cinquante-cinq arpents ; bornée d'un côté, au nord-ouest, à Hubert Toulouse, et d'autre côté aux terres du premier rang—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER, Sheriff.
Bureau du Shérif, Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 juillet 1902.
2781-2

[Première publication, 2 août 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par e présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } REVEREND ALFRED
District de Bedford, } R. C. LAROSE, prêtre
No 108. } curé, de la paroisse de Laprairie, résidant dans le village de Laprairie, dans le district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire et administrateur dûment nommé à la succession de feu Joseph Achille Roberge, en son vivant notaire public, du même lieu, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES BOISVERT, de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans le district de Bedford, Défendeur.

1° Ce morceau de terre maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans le district de Bedford, sous le numéro trois cent trente-deux (332), contenant dix-neuf acres et trente-deux perches—avec toutes les améliorations, avec un chemin public traversant le dit morceau de terre.

2° Un morceau de terre maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, comme subdivision cinquante-deux (52), du numéro du cadastre deux cent quatre-vingt-trois (283) ; borné vers l'est par les Nos 283-56 et contenant 8,800 pieds, mesure anglaise.

3° Un morceau de terre maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, comme subdivision cinquante-trois (53), du numéro du cadastre deux cent quatre-vingt-trois (283) ; borné vers l'est par les numéros 283-56 et contenant 7,800 pieds, mesure anglaise.

4° Un morceau de terre de forme irrégulière, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, sous le numéro trois cent soixante et dix-sept A (377 A) ; borné au nord par la rue Saint-Joseph, et contenant 7,500 pieds en superficie, mesure anglaise.

5° Un morceau de terre de forme irrégulière, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, sous le numéro trois cent soixante et dix-neuf (379) ; borné au nord par la rue Saint-Joseph et contenant 8,671 pieds en superficie, mesure anglaise.

Les deuxième et troisième morceaux de terre ci-dessus décrites pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus à la porte de la bâtisse maintenant employée temporairement comme église pour les catholiques romains, sur le terrain du Collège, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le PREMIER jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

CHAS S COTTON, Sheriff.
Bureau du Shérif, Sweetshurg, 19 août 1902.
3015

[Première publication, 23 août 1902.]

on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Georges, containing in area fifty five arpents ; bounded on one side, to the north west, by Hubert Toulouse, on the other side by the lands of the first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de Beauce, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER, Sheriff.
Sheriff's Office, Village Saint Joseph, Beauce, 28th July, 1902.
2782

[First published, 2nd August, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Province of Quebec, } REVEREND ALFRED
District of Bedford, } R. C. LAROSE, parish
No. 108. } priest, of the parish of Laprairie, domiciled in the village of Laprairie, in the district of Montreal, in his quality of testamentary executor and administrator duly appointed to the succession of the late Joseph Achille Roberge, in his life-time notary public, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of CHARLES BOISVERT, of the parish of Saint Romuald de Farnham, in the district of Bedford, Defendant.

1. That certain piece of land now known on the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald de Farnham, in the district of Bedford, as number three hundred and thirty two (332), containing nineteen acres and thirty two perches—with all improvements thereon, with a public road crossing said piece of land.

2. A piece of land now known on the official plan and book of reference of the town of Farnham, in the district of Bedford, as subdivision fifty two (52), of cadastral number two hundred and eighty three (283) ; bounded towards the east by Nos. 283-56 and containing 8,800 feet, english measure.

3. A certain piece of land now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as subdivision fifty three (53), of cadastral number two hundred and eighty three (283) ; bounded towards the east by Nos. 283-56 and containing 7,800 feet, english measure.

4. A certain piece of land of irregular figure, now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as number three hundred and seventy seven A (377A) ; bounded on the north by Saint Joseph street, and containing 7,500 feet in superficies, english measure.

5. A certain piece of land of irregular figure, now known on the official plan and book of reference of the said town of Farnham, as number three hundred and seventy nine (379) ; bounded on the north by Saint Joseph street, and containing 8,671 feet in superficies, english measure.

The secondly and thirly above described pieces of land to be sold *en bloc*.

To be sold at the door of the building now used temporarily as a place of divine worship for the roman catholics, on the college grounds, in the town of Farnham and district of Bedford, on the FIRST day OCTOBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS S. COTTON, Sheriff
Sheriff's Office, Sweetshurg, 19th August, 1902.
3016

[First published, 23rd August, 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **P**IERRE LACROIX, architecte, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, l'un des états-unis d'Amérique, Demandeur ; contre les terres et tenements de DEMOISELLE JANE ELIZABETH EVANS, fille majeure, de la cité de Montréal, district de Montréal, et MADAME ANNA EVANS, veuve de William Hopkins, du même lieu, Défenderesses.

Saisi comme appartenant à la dite Dame Anna Evans, veuve de William Hopkins, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro cent cinquante-sept (157) ; borné en front par la rue Sanguinet (ci-devant rue Robin ou chemin des Tanneries) — avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 20 août 1902. Shérif. 3013
[Première publication, 23 août 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D**EMOISELLE ELMEA MALBEUF, des cité et district de Montréal, fille majeure, Demanderesse dans la cause portant le No 329, et JULES MALBEUF, journalier, des cité et district de Montréal, Demandeur dans la cause portant le No 2020 ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits aux cédules marquées "A", annexées aux brefs en cette cause, de ODILON LEDUC, de Saint-Joseph de Soulanges, district de Montréal, et Thomas N. Proulx, teneur de livres, des cité et district de Montréal, curateur dument nommé au délaissement fait par le dit Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Dix (10) quarante-huitièmes indivis de l'immeuble ci-après désigné, moins cette partie du dit immeuble, appartenant à la Compagnie du chemin de fer Ontario et Québec, savoir :

Une terre sise et située au nord-est de la Côte Saint-Dominique, dans la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Soulanges, sous le numéro soixante et dix-sept (77), contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant par devant au chemin du Roi ou chemin public de la dite Côte Saint-Dominique, par derrière à une terre du Carcan, d'un côté à Joseph Legault, et de l'autre côté à Arsène Denis, et partie au Chemin de fer de la Compagnie de chemin de fer Ontario et Québec—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Soulan-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **P**IERRE LACROIX, architect, of the city of Chicago, in the state of Illinois, one of the united states of America, Plaintiff ; against the lands and tenements of MISS JANE ELIZABETH EVANS, spinster, of full age of majority, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and DAME ANNA EVANS, widow of the late William Hopkins, of the same place, Defendants.

Seized as belonging to the said Dame Anna Evans, widow of Williams Hopkins, the following immovable, to wit :

A lot of land being and situate in the town of Saint Louis, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference, of the corporate village of "Cote Saint Louis", under the number one hundred and fifty seven (157) ; bounded in front by Sanguinet street (formerly known as Robin street or the Tanneries road) together—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 20th August, 1902. Sheriff. 3014
[First published, 23rd August, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**ISS ELMEA MALBEUF, Nos. 329 and 2020. } of the city and district of Montreal, spinster, Plaintiff in the suit bearing the number 329, and JULES MALBEUF, laborer, of the city and district of Montreal, Plaintiff, in the suit bearing the No. 2020 ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writs in this cause, of ODILON LEDUC, of Saint Joseph de Soulanges, district of Montreal, and Thomas N. Proulx, book keeper, of the city and district of Montreal, curator duly named to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant, and in the possession of the said curator, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

Ten (10) undivided forty-eighths of the immovable hereinafter described, less that part of the said immovable belonging to the Ontario and Quebec Railway Company, namely :

A land situate and being on the north east of Côte Saint Dominique, in the parish of Saint Joseph de Soulanges, described on the official plan and book of reference of the said parish of Soulanges, as number seventy-seven (77), containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the King's road or the public road of the said Côte Saint Dominique, in rear by a land "du Carcan," on one side by Joseph Legault, and on the other side by Arsène Denis, and partly by the line of the Ontario and Quebec Railway Company—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Soulanges, on the

ges, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, **Shérif.**
Bureau du Shérif, Montréal, 29 juillet 1902. 2791-2
[Première publication, 2 août 1902.]

FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, **Sheriff.**
Sheriff's office, Montreal, 29th July, 1902. 2792
[First published, 2nd August, 1902.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Pontiac. } **THOMAS BURNS**, du vil-
No 589. } lage de Chapeau, dit dis-
district, hôtelier, Demandeur ; contre **DAME CAROLINE BURNS**, épouse de Malcolm McIntyre, ci-devant de Pembroke, dans la province d'Ontario, et le dit Malcolm McIntyre afin d'autoriser sa dite épouse, Eliza Burns, veuve de feu Patrick Fleming, ci-devant du village de Chapeau, William Burns, ci-devant du canton de Chichester, dans le dit district de Pontiac, mais maintenant tous de lieux inconnus, Défendeurs.

Ces lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Chichester, dans le dit district de Pontiac, comme lots (Nos 9 et 10), numéros neuf et dix, dans le troisième rang du dit canton, chaque lot contenant cent acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY, **Shérif.**
Bureau du Shérif, Bryson, 28 juillet 1902. 2849-2
[Première publication, 2 août 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
No 1939. } **FRANCO CANADIEN**,
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre **AURELIE AUCLAIR**, veuve de François-Xavier Corriveau, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 736 (sept cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, **Shérif.**
Bureau du shérif, Québec, 31 juillet 1902. 2831-2
[Première publication, 2 août 1902.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Pontiac. } **THOMAS BURNS**, of the
No. 589. } village of Chapeau, said
district, hotel keeper, Plaintiff ; against **DAME CAROLINE BURNS**, wife of Malcolm McIntyre, formerly of Pembroke, in the province of Ontario, and the said Malcolm McIntyre to authorize his said wife, Eliza Burns, widow of late Patrick Fleming, formerly of the village of Chapeau, William Burns, formerly of the township of Chichester, in said district of Pontiac, but now all of places unknown, Defendants.

These certain lots of land known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Chichester, in said district of Pontiac, as lots (Nos. 9 and 10) numbers nine and ten, in the third range, of the said township, containing each lot one hundred acres, more or less—with the buildings thereon erected, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY, **Sheriff.**
Sheriff's Office, Bryson, 28th July, 1902. 2850
[First published, 2nd August, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 1939. } **FRANCO CANADIEN**,
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against **AURELIE AUCLAIR**, widow of François-Xavier Corriveau, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 736 (seven hundred and thirty six), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur of Quebec, being a lot situated on Colomb street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th of September to Messrs. Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, **Sheriff.**
Sheriff's office, Quebec, 31st July, 1902. 2832
[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS

Cour de Circuit.

Quebec, à savoir : } SIDORE NOEL BELLEAU
No 4623. } ET EUSEBE BELLEAU,
tous deux de la ville de Lévis, avocats, et LAW-
RENCE STAFFORD, de la cité de Québec,
avocat, tous trois ci-devant associés et pratiquant
comme tels à Québec, sous la raison sociale de
Belleau, Stafford & Belleau ; contre WILLIAM
LIVINGSTON, de la paroisse de Saint-Ray-
mond, comté de Portneuf, à savoir :

1o Le numéro 640 (six cent quarante), du ca-
dastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond,
comté de Portneuf, étant une terre située dans
la première concession de la moitié sud-ouest de
la seigneurie de Bourg-Louis—circonstances et dé-
pendances.

2o Le numéro 641 (six cent quarante et un), du
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond,
comté de Portneuf, étant une terre située dans
la première concession de la moitié sud-ouest de la
seigneurie de Bourg-Louis—circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Raymond, le QUATRIEME jour
de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du
matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER, Shérif.

Bureau du shérif, Québec, 31 juillet 1902. 2827-2

[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } FRANCOIS XAVIER
No 977. } DUPUIS, de Saint-Jean,
Isle d'Orléans, marchand ; contre ISIODE
NOEL, de Saint-Jean, Isle d'Orléans, pilote, à
savoir :

Le lot No 185 (cent quatre-vingt cinq), du ca-
dastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean, Isle
d'Orléans, étant un emplacement situé au premier
rang—avec les bâtisses dessus construites, circons-
tances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Jean, Isle d'Orléans, comté de
Montmorency, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.

Bureau du Shérif, Québec, 31 juillet 1902. 2829-2

[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No 59. } FRANCO CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant son principal
établissement en la cité de Montréal, et faisant
affaires en la cité de Québec ; contre DAME
CHARLOTTE TARDIF, veuve de François La-
berge, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 784 (sept cent quatre-vingt-quatre),
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sau-
veur de Québec, étant un emplacement situé sur
la rue Hermine—avec les bâtisses dessus con-
struites, circonstances et dépendances. Sujet à
une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 sep-
tembre, aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Québec, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE
prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.

Bureau du Shérif, Québec, 31 juillet 1902. 2833-2

[Première publication, 2 août 1902.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit : } SIDORE NOEL BELLEAU
No 4623. } AND EUSEBE BELLEAU,
advocates, both of the town of Lévis,
and LAWRENCE STAFFORD, advocate, of
the city of Quebec, all three heretofore part-
nerships and practising as such at Quebec, under
the style and firm of Belleau, Stafford & Bel-
leau ; against WILLIAM LIVINGSTON, of
the parish of Saint Raymond, county of Port-
neuf, to wit :

1. Number 640 (six hundred and forty), of the
official cadastre of the parish of Saint Raymond,
county of Portneuf, being a land situate in the
first concession of the south west half of the
seigniorly of Bourg-Louis—circumstances and de-
pendencies.

2. Number 641 (six hundred and forty one), of
the official cadastre of the parish of Saint Ray-
mond, county of Portneuf, being a land situate in
the first concession of the south west half of
the seigniorly of Bourg-Louis—circumstances and
dependencies.

To be sold at the parochial church door of
Saint Raymond, on the FOURTH day of SEP-
TEMBER next, at ELEVEN of the clock in the
forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER, Sheriff.

Sheriff's office, Québec, 31st July, 1902. 2828

[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } FRANCOIS XAVIER DUPUIS,
No. 977. } of Saint Jean, Isle d'Orléans,
merchant ; against ISIODE NOEL, of Saint
Jean, Isle d'Orléans, pilot, to wit :

Lot No. 185 (one hundred and eighty five), of
the official cadastre for the parish of Saint Jean,
Isle d'Orléans, being a lot situate in the first con-
cession—with the buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Jean, Isle d'Orléans, county of Montmo-
rency, on the SIXTH day of SEPTEMBER
next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.

Sheriff's office, Québec, 31st July, 1902. 2830

[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No 59. } FRANCO CANADIEN,
body politic and corporate, having its principal
place of business in the city of Montreal, and
carrying on business in the city of Quebec ;
against DAME CHARLOTTE TARDIF, widow
of François Laberge, of the city of Québec, to
wit :

Lot No. 784 (seven hundred and eighty four),
of the official cadastre for the parish of Saint
Sauveur of Québec, being a lot situate on Her-
mine street—with buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies. Subject to an
annual rent of \$5.00, payable on the 29th Sep-
tember, to Messrs. Boisseau, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec,
on the FOURTH day of SEPTEMBER next,
at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.

Sheriff's office, Québec, 31st July, 1902. 2834

[First published, 2nd August, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
 No 1335. } **FRANCO CANADIEN,**
 corps politique et incorporé, ayant son principal
 établissement en la cité de Montréal, et faisant
 affaires en la cité de Québec; contre **FRAN-**
COIS-XAVIER JOLY, de la cité de Québec, à
 savoir

Le lot No 830 (huit cent trente), du cadastre
 officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Qué-
 bec, étant un emplacement situé sur la rue Morin
 —avec les bâtisses dessus construites, circon-
 stances et dépendances. Sujet à une rente annuelle
 de \$5.00, payable le 29 septembre, aux MM.
 Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le **QUATRIEME** jour de **SEPTEMBRE**
 prochain, à **DIX** heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
 Québec, 31 juillet 1902. 2835-2
 [Première publication, 2 août 1902.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } **GEORGE DAVID-**
 Province de Québec, } **SON, Demandeur.**
 District de St-Hyacinthe. } vs. **JEAN BAPTISTE**
 No 57. } **BELANGER, Défén-**
deur.

Un terrain situé en la ville d'Acton, sur la rue
 du Grand-Tronc, comté de Bagot, connu et dési-
 gné aux plan et livre de renvoi officiels du ca-
 dastre du village d'Acton Vale (aujourd'hui la
 ville d'Acton), sous le numéro trois cent vingt-sept
 (No 327)—avec les bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
 roisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Ac-
 ton, le **QUATRIEME** jour de **SEPTEMBRE**
 prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 28 juillet 1902. 2785-2
 [Première publication, 2 août 1902.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **MESSEIERS**
 Sainte-Scholastique, à savoir : } **LES ECCLE-**
 No 413. } **SIASTIQUES DU**
SEMINAIRE DE SAINT-SULPICE DE MONT-
REAL, Demandeurs; contre ONESIME FOR-
TIER, Défendeur, savoir :

1° Une terre située au sud de la Côte de l'Annon-
 ciation, en la paroisse de l'Annonciation, comté des
 Deux Montagnes, district de Terrebonne, connue et
 désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la
 dite paroisse, sous le numéro deux cent quatre (204),

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
 No 1335. } **FRANCO CANADIEN,**
 body politic and corporate, having its principal
 place of business in the city of Montreal, and
 carrying on business in the city of Quebec; **against**
FRANCOIS-XAVIER JOLY, of the
 city of Quebec, to wit :

Lot No. 830 (eight hundred and thirty), of the
 official cadastre for the parish of Saint-Sauveur
 de Québec, being a lot situate on Morin street—
 with the buildings thereon erected, circumstances
 and dependencies. Subject to a yearly rent of
 \$5.00, payable on the 29th September, to Messrs.
 Boisseau, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec,
 on the **FOURTH** day of **SEPTEMBER** next, at
TEN o'clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.
 Québec, 31st July, 1902. 2836
 [First published, 2nd August, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the or-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENT**
 have been seized, and will be sold at the respective
 times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **GEORGE DAVID-**
 Province of Québec, } **SON, Plaintiff;**
 District of St Hyacinth. } vs. **JEAN BAPTISTE**
 No. 57. } **BELANGER, Defend-**
ant.

A lot of land situate at the town of Acton, on
 Grand Trunk street, Bagot county, known and
 designated on the official plan and book of refer-
 ence for the village of Acton Vale (now the town
 of Acton), as lot number three hundred and
 twenty seven (No. 327)—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church
 of the parish of Saint André d'Acton, at the town
 of Acton, on the **FOURTH** day of **SEP-**
TEMBER next, at **TEN** o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Saint Hyacinth, 28th July, 1902. 2786
 [First published, 2nd August, 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 der mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
 have been seized, and will be sold at the respective
 times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Sup rior Court.

District of Terrebonne, } **MESSEIERS LES**
 Sainte Scholastique, to wit : } **ECCLESIAS-**
 No. 413. } **TIQUES DU SEMI-**
NAIRE DE SAINT SULPICE DE MONTREAL,
Plaintiffs; against ONESIME FORTIER, De-
fendant, to wit :

1. A farm situate to the south of "la Côte de
 l'Annonciation", in the parish of l'Annonciation, in
 the county of Two Mountains, in the district of
 Terrebonne, known and distinguished on the official
 plan and book of reference for the said parish,

contenant trois arpents de front sur vingt-deux arpents et cinq perches de profondeur, plus ou moins.

2° Un emplacement situé au village de la paroisse de l'Annonciation, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), au cadastre hypothécaire de la dite paroisse.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village d'Oka, dit district, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 19 août 1902. [Première publication, 23 août 1902.]

under the number two hundred and four (204), containing three arpents in front by twenty two arpents and five perches in depth, more or less.

2. An emplacement situate in the village of the parish of l'Annonciation, known and distinguished under the number eighty four (84), of the bypotherary cadaster of the said parish.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Oka, in the said district, on the TWENTY FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 19th August, 1902. [First published, 23rd August, 1902.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE SALABERRY DE VALLEYFIELD.

Avis public est par les présentes donné par le sousigné, secrétaire-trésorier de la ville de Salaberry de Valleyfield, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à la salle des délibérations du conseil de la dite ville, MARDI, le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes, réclamations et autres redevances municipales dues à la ville, et pour cotisations scolaires dues à la municipalité scolaire de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, à moins que les dites redevances municipales et cotisations scolaires ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF SALABERRY OF VALLEYFIELD.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Salaberry of Valleyfield, that the hereafter mentioned immoveable properties shall be sold at public auction, in the meeting room of the council of the said town, on TUESDAY, the SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the morning, for taxes, claims and other municipal taxes due to the said town, and for school taxes due to the school municipality of the town of Salaberry of Valleyfield, unless said municipal dues and school taxes, together with the costs then incurred, be paid before the sale, to wit :

Nom du propriétaire. Name of the proprietor.	Qualité. Occupation.	No. du cadastre. Cadastral number.	Taxes et redevances municipales. Municipal taxes and dues.	Cotisations scolaires School taxes.	Total.
Ferd. Archambault.....	Journalier—Laborer....	Pt. 32	\$29 51	\$3 40	\$32 91
Hilaire Ducher.....	Épicier—Grocer.....	93	6 20	.....	6 20
Moïse Roy.....	Menuisier—Joiner.....	195 5 & 6	26 19	5 70	31 89
Alphonse Lebouf.....	Journalier—Laborer....	150 (Maison) (House)	10 16	.....	10 16
Louis Trudel.....	Ferblantier—Tinsmith..	431	70	5 20	5 90
Joseph Laurin.....	Navigateur—Navigator..	500	34 03	2 05	36 08
Joseph Charron.....	Journalier—Laborer....	512	12 65	.....	12 65
Succession—Estate Devers.	.....	780a	5 10	98	6 08
Joseph Major, fils—Son Ol.	Journalier—Laborer....	825-8	12 62	.....	12 62
Xavier Bonhomme.....	.....	Pt. 825 25 & 28	17 82	.....	17 82
Célestin Boyer.....	.....	Pt. 828	32 83	1 15	33 98
Paul Lecompte.....	.....	764	6 75	.....	6 75
Théophile Marsouine.....	.....	Pt. 825-20	30 32	1 60	31 92
Jos. Lecompte, fils—Son Jos.	.....	Pt. 823	28 93	2 05	30 98
Moïse Sauvé, fils—Son Frs..	.....	627	5 75	.....	5 75
Alfred Marsouine.....	.....	Pt. 828	8 53	.....	8 53
Joachim Primeau.....	.....	Pt. 825-1	21 12	1 80	22 92
Charles Gagnier.....	.....	85-16 & 17	13 19	20	13 39
Ludger Marcotte.....	Machiniste—Machinist..	93 81	10 16	.....	10 16
Succ.—Est. Mathilde Landry	.....	92-63	28 63	4 75	33 38
Exilda Loïselle.....	Agent.....	93-141	7 37	.....	7 37
Aldéric Viau.....	Commis—Clerk.....	476	50 65	.....	50 65
Alphonse Tessier.....	Maçon—Mason.....	15 & 16	34 77	7 73	42 50
Vve—Widow André Brunet.	(Droit d'habitation su of habitation on No. 89)	No 89)—Right	.....	22 52	22 52

Signé—Signed, C. A. LAVIMODIÈRE,
Secrétaire-trésorier de la ville de Salaberry de Valleyfield.
Secretary-treasurer of the town of Salaberry of Valleyfield.

Vraie Copie—True copy,
C. A. LAVIMODIÈRE,

Secrétaire-trésorier—Secretary-treasurer.

Salaberry de Valleyfield, 15 août 1902—Salaberry of Valleyfield, 15th August, 1902.

2989-90

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques, en la salle de l'Hôtel-de-ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1902), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales et scolaires, mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the property described in the subjoined statement will be sold by public auction, in the assembly room of the City Hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next (1902), at the hour of TEN of the clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Nos.	Propriétaire de biens fonds. Proprietor of real estate.	Propriétaire d'améliorations. Proprietor of improvements.	No du cadastre. No. of the cadastre.	Quartier. Ward.	Description des améliorations. Description of improvements.	Montant dû. Amount due.
183	Duncan Porteous		2:8	1	Maison en bois—Wood house	\$22 07
127	Duncan Porteous		Bl. 24-4645	1	" "	5 15
277	Wm Lapworth		Bl. 254-9	1	" "	10 01
466	Thos. Benedict		243	2	Vacant	77 81
1039	J. B. Pharand		Pt 676	3	" "	48 69
1457	J. Poupore & Co	Veuve—Widow Georgina Godreau.	Pt 123	3a	Maison en bois—Wood house	13 50
1497	Geo. C. Wright	Romuald Ouelette	Pt 152	3a	" "	6 18
1862	Ottawa College	Hilaire Deschamp	1/2 137	3a	" "	8 49
1871	G. J. Marston	Nap. Desjardins	Pt 8	3a	" "	7 31
2064	A. W. Marston	Dolphin Charron	Pt 8	3a	" "	9 97
2539	Veuve—Widow Jos. Séguin.		203b	4	" "	28 59
3210	Mme—Mrs. J. Scott.	Joseph Lalonde	1/2 370	5	" "	14 67
3317	Grey Nuns	Ferdinand Côté	Pt 5	5	" "	35 49
3358	J. P. Waters		Sur rue—On street.	5	" "	8 96
58	William Milton		166	1	Vacant	5 00
1123	Héritiers—Heirs P. W. Wright.	James Neville	Pt 261	4	" "	8 00
1845	Léonidas Picard		Pt 163	4	" "	11 00
	William Walsh		647	1	2 lots vacants dans le bloc—2 vacant lots in block 16	5 07
	Héritiers—Heirs P. W. Wright.	Narcisse Brault	Pt 176	2	Maison en bois—Wood house	11 25
	Héritiers Mme—Heirs Mrs. J. Scott.	Ezéar Guimord	Pt 373	3	" "	8 13
	Mme—Mrs. Geo. J. Marston.	Alexandre Lebeau	17	3	" "	6 25
	Charles E. Graham	Joseph Harper	Pt 315	4	" "	30 40

1504

Donné à Hull susdit, ce dix-neuvième jour d'août 1902—Given at Hull aforesaid, this nineteenth day of August, 1902.

(Signé) — (Signed) JOHN F BOULT,
Greffier de la cité—City clerk.

[Vraie copie] — [True copy].
JOHN F. BOULT, Greffier de la cité—City clerk.

Attesté—Certified,
JOHN F. BOULT, Greffier de la cité—City clerk.

2999-3000

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que par
Proc.-Génl. } le statut passé par
le Parlement du Canada, dans les cinquante-septième et cinquante-huitième années du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, chapitre cinquante-cinq, il est décrété que le premier lundi de septembre sera à l'avenir un jour non juridique, connu sous le nom de FETE DU TRAVAIL.

ET ATTENDU qu'il est à propos que le dit premier lundi de septembre soit déclaré jour non juridique dans notre province de Québec.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons, que LUNDI, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain (1902), est et sera considéré jour non juridique comme fête du travail dans Notre dite province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec; TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIÈME jour du mois de D'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

3027

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 34.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1483.

AVIS :—Assemblée générale annuelle :—Cie de chemin de fer de Châteauguay et Nord, 1492.

AVIS DE CANCELLATION :—Canton de :—Bellechasse, 1485 ; Dalmas, 1485 ; Hope, 1485 ; Laverlochère, 1485 ; Standon, 1485.

BILLS PRIVATE, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1487 ; Conseil législatif, 1485.

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS by the
Atty.-Genl. } Act passed by the
Parliament of Canada, in the fifty seventh and fifty eighth years of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, chapter fifty five, it is enacted that the first Monday of September shall in future be a non-juridical day, known under the name of LABOR DAY.

AND WHEREAS it is proper that the said first Monday of September be declared a non-juridical day in Our said province of Québec.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Québec, We have enacted and ordered, and do hereby enact and order, that MONDAY, the FIRST day of SEPTEMBER next (1902), is and shall be a non-juridical day as labor day, in Our said province of Québec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY SECOND day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

3028

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 34.

ADVERTISERS:—Notice to :—Respecting notices, &c., 1483

NOTICES :—Annual general meeting :—Châteauguay and Northern Railway Coy, 1492.

NOTICES OF CANCELLATION :—Township of :—Bellechasse, 1485 ; Dalmas, 1485 ; Hope, 1485 ; Laverlochère, 1485 ; Standon, 1485.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1487 ; Legislative Council 1485.

FAILLIS :— Au Grand Bazar, 1495 ; Bédard & Chouinard, 1496 ; Bertrand, 1496 ; Cloutier, 1496 ; Côté & Cie, 1496 ; Ducharme, 1495 ; Giguère, 1495 ; Lapierre, 1496 ; St. Pierre, 1495.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE :— La Cie Déry & Fils, 1494 ; La Cie d'Imprimerie Geo. Pinault, jr., 1494 ; The Duplessis Shoe Machinery Coy, 1493 ; The Fenwick-Larocque Coy, 1494 ; The National Security and Investment Coy, 1493.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :— De P. T. Desjardins à H. Desjardins, 1485.

NOMINATIONS :— *Estimateurs* :— Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, 1483 ; Village de Napierville, comté de Napierville, 1483.

PROCLAMATION :— Convocation des Chambres, 1484 ; Fête du Travail, 1505.

RÈGLE DE COUR :— Pouliot & Gervais, 1497.

SÉPARATIONS DE BIENS :— Dmes Archambault vs Beaudry, 1492 ; Beaulac vs Chicoine, 1490 ; Bergeron vs Bergeron, 1491 ; Chaput vs Guillemette, 1491 ; Corbin vs Belleville, 1491 ; Davidson vs Corbeil, 1489 ; Doiron vs Poirier, 1489 ; Laporte vs Gauthier, 1491 ; Létourneau vs Barbeau, 1490 ; Loiselle vs Gingras, 1492 ; Pagé vs Létourneau, 1492 ; Pelletier vs Chevallier, 1490 ; Pilote vs Tremblay, 1490 ; Proulx vs Lamirande, 1489 ; Richard vs Chenevert, 1492 ; Robert vs Brosseau, 1491 ; Roy vs Brouillette, 1489 ; Smith vs Thérien, 1491 ; Turgeon vs Bourque, 1490.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Thibault vs Brulé, 1492.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :— Ville de Hull, 1504 ; Ville de Salaberry de Valleyfield, 1503.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

BEAUCÉ :— Busque vs Toulouse, 1497 ; Thibodeau vs Toulouse, 1497.

BEDFORD :— Larose (Rév.) *ès-qual* vs Boisvert, 1498.

MONTREAL :— Delle Malbeuf *et al* vs Leduc *et al*, 1499 ; Lacroix vs Dme Evans *et al*, 1499.

PONTIAC :— Burns vs Dme Burns *et al*, 1500.

QUEBEC :— Belleau *et al* vs Livingston, 1501 ; Dupuis vs Noël, 1501 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Auclair, 1500 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Tardif, 1501 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Joly, 1502.

SAINT-HYACINTHE :— Davidson vs Bélanger, 1502.

TERREBONNE :— MM. les ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal vs Fortier, 1520.

INSOLVENTS :— Au Grand Bazar, 1495 ; Bédard & Chouinard, 1496 ; Bertrand, 1496 ; Cloutier, 1496 ; Côté & Cie, 1496 ; Ducharme, 1495 ; Giguère, 1495 ; Lapierre, 1496 ; St. Pierre, 1495.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :— The Cie Déry & Son, 1494 ; La Cie d'Imprimerie Geo. Pinault, jr., 1494 ; The Duplessis Shoe Machinery Coy, 1493 ; The Fenwick-Larocque Coy, 1494 ; The National Security and Investment Coy, 1493.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :— From P. T. Desjardins to H. Desjardins, 1485.

APPOINTMENTS :— *Valuators* :— Saint-Raphaël, county of Bellechasse, 1485 ; Village of Napierville, county of Napierville, 1483.

PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1484 ; Labor Day, 1505.

RULE OF COURT :— Pouliot & Gervais, 1497.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :— Dmes Archambault vs Beaudry, 1492 ; Beaulac vs Chicoine, 1490 ; Bergeron vs Bergeron, 1491 ; Chaput vs Guillemette, 1491 ; Corbin vs Belleville, 1491 ; Davidson vs Corbeil, 1489 ; Doiron vs Poirier, 1489 ; Laporte vs Gauthier, 1491 ; Létourneau vs Barbeau, 1490 ; Loiselle vs Gingras, 1492 ; Pagé vs Létourneau, 1492 ; Pelletier vs Chevallier, 1490 ; Pilote vs Tremblay, 1490 ; Proulx vs Lamirande, 1489 ; Richard vs Chenevert, 1492 ; Robert vs Brosseau, 1491 ; Roy vs Brouillette, 1489 ; Smith vs Thérien, 1491 ; Turgeon vs Bourque, 1490.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Thibault vs Brulé, 1492.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :— Town of Hull, 1504 ; Town of Salaberry de Valleyfield, 1503.

SHERIFFS' SALES

BEAUCÉ :— Busque vs Toulouse, 1497 ; Thibodeau vs Toulouse, 1497.

BEDFORD :— Larose (Rév.) *ès-qual* vs Boisvert, 1498.

MONTREAL :— Delle Malbeuf *et al* vs Leduc *et al*, 1499 ; Lacroix vs Dme Evans *et al*, 1499.

PONTIAC :— Burns vs Dme Burns *et al*, 1500.

QUEBEC :— Belleau *et al* vs Livingston, 1501 ; Dupuis vs Noël, 1501 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Auclair, 1500 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Tardif, 1501 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Joly, 1502.

SAINT-HYACINTHE :— Davidson vs Bélanger, 1502.

TERREBONNE :— MM. les ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal vs Fortier, 1520.